

# Brèves remarques à propos des projets de l'UMP en éducation...

**Bertrand Gaufryau**  
Chef d'établissement

Voici les cinq propositions retenues dans le cadre de la convention UMP sur l'éducation: **Education : Le devoir de réussite**

- 1) Suspendre le bénéfice des allocations familiales pour les familles d'élèves absentéistes.
- 2) Améliorer l'apprentissage des langues étrangères, en rendant l'anglais obligatoire dès le cours préparatoire.
- 3) Mettre en place un système d'orientation mieux ouvert sur la réalité de la vie économique, afin d'assurer à tous les enfants la même égalité des ambitions.
- 4) Généraliser à tous les établissements scolaires les études encadrées après 16h30.
- 5) Augmenter la rémunération des enseignants qui exercent dans des conditions difficiles ou qui s'investissent particulièrement dans le projet d'établissement ou le suivi des élèves.

Quelques commentaires rapides:

1. L'accompagnement des familles fragiles ou déjà fragilisées n'est pas ici à l'ordre du jour, bien au contraire. C'est bien dans le droit fil de la dernière loi sur la sécurité intérieure que ces propositions sont développées. Il s'agit de stigmatiser les familles les plus en difficulté (difficultés économiques et sociales, bien souvent cumulées aux difficultés scolaires de les enfants), et cela dans le cadre de conseil locaux... où ne sont que peu ou pas présents les acteurs du monde éducatif. Parmi les propositions "phares", il est emblématique que soit retenue une orientation "sécuritaire" de l'éducation ! L'orientation populiste est claire...

2. Sur l'amélioration de l'apprentissage des langues étrangères : un bilan de l'existant doit être fait, la formation des maîtres améliorée, l'intégration de cette dimension au projet pédagogique plus

ancrée... L'anglais, certes, mais est-ce la seule langue à privilégier ? Et la maîtrise de la langue française doit rester une priorité.

3. Le lien entre orientation et monde économique conduit, dans cette démarche, à une soumission de l'école au monde de l'entreprise. Que souhaitent vraiment les entreprises ? Il n'est pas évident (et je parle en connaissance de cause dans les lycées professionnels...) que la loi instituant l'apprentissage dès 14 ans soit un vecteur d'égalité des chances... Il y a beaucoup à dire sur ce sujet, et sur les mythes et réalités de l'apprentissage !

4. Les études encadrées: avec quels moyens? Déjà, une "modulation" des moyens pour les établissements, un encadrement judicieusement réparti dans le cadre du face à face, la pluri-disciplinarité, les TPE, un accompagnement personnalisé en dehors des heures de cours (tout ce que les Ministres "UMP" ont refusé ou aboli hier...) nécessitent un effort budgétaire important, ce qui ne semble pas être l'ambition du candidat "potentiel" UMP...

5. Augmenter la rémunération des enseignants des établissements difficiles : c'est une méconnaissance du système éducatif qui fait dire que l'augmentation des salaires serait LA panacée... Les enseignants des « établissements difficiles » ont besoin de temps, de formation, d'aides pour mener à bien des projets pédagogiques. Ce qui n'empêche pas de réfléchir à une revalorisation globale du salaire enseignant, avec une véritable reconnaissance de leur formation à BAC + 5. L'idée de modulation des moyens entre établissements (privés et publics), couplée à une réflexion approfondie sur le(s) rôle(s) des enseignants, les obligations de service (même si ce terme évoque trop, à mon goût, la notion de contrainte...) doivent constituer l'axe de réflexion d'une politique éducative globale.

Au total, je crois deviner, à travers ces projets, une méconnaissance abyssale du système éducatif, un affichage de propositions qui ne correspondent ni aux attentes des acteurs du monde éducatif, ni finalement, aux besoins des élèves...